

## Le pouvoir burundais veut museler la presse indépendante

RFI, 22-01-2015 Arrestation de Rugurika au Burundi : faire taire la Voix des sans-voix? La polémique se poursuit au Burundi après l'inculpation du patron de la troisième radio locale RPA. Bob Rugurika risque jusqu'à 20 ans de prison pour «complicité d'assassinat, manquement à la solidarité publique et violation du secret de l'instruction». Concrètement, il est accusé d'avoir diffusé le témoignage d'un homme affirmant avoir été recruté par les services secrets pour participer à l'assassinat de trois religieuses italiennes en septembre dernier. Mais à vouloir punir le journaliste, les autorités n'ont fait que relancer les interrogations sur l'enquête.

En inculquant le directeur de la RPA de complicité d'assassinat, manquement à la solidarité publique et violation du secret de l'instruction, le ministre public burundais a fait dans « la surenchère », estime aujourd'hui de nombreux observateurs. La complicité d'assassinat des trois religieuses italiennes ? Un des avocats de la défense a un mot cru pour qualifier ce choix : «ridicule». «Comment Bob Rugurika peut être taxé de complicité dans un crime commis y a quatre mois juste parce qu'il a donné une interview il y a une semaine à un homme qui prétend avoir été recruté pour tuer ces religieuses ? », s'interroge-t-il ? Même chose pour les autres chefs d'inculpation retenus. Faire taire la RPA. Les avocats du directeur de la Radio publique africaine, surnommée «La voix des sans voix», rappellent que la justice burundaise elle, a accusé un déséquilibré mental d'être responsable du triple assassinat. Rappelons que le pouvoir pensait avoir fait l'essentiel en arrêtant tout de suite un homme, même s'il passait pour un déséquilibré et en l'inculpant de triple assassinat pour le meurtre de trois religieuses d'origine italienne, âgées de 75 à 83 ans. Les trois femmes avaient été égorgées au début de septembre 2014 dans un quartier situé dans le nord de la capitale Bujumbura. Un crime qui avait bouleversé le monde entier par sa sauvagerie. Aujourd'hui, explique un diplomate en poste à Bujumbura, «le pouvoir est dans un grand embarras car sa version n'a convaincu personne». Le gouvernement burundais chercherait donc à faire taire la RPA, la radio la plus populaire du Burundi que le pouvoir accuse de rouler pour l'opposition. La version des faits qu'elle propose ouvre de nouvelles perspectives car elle met en cause plutôt l'un des piliers du pouvoir au Burundi, le général Adolphe Nshimirimana, ancien chef des services secrets désormais chargé de mission à la présidence. Dès lors les charges retenues contre le directeur de cette station et son emprisonnement, mais cela pourrait se révéler contre-productif, selon des journalistes de la RPA.